



Communiqué de presse

Paris, le 27 février 2022

[Action] Depuis le Salon de l'Agriculture, Greenpeace demande un encadrement strict des nouveaux OGM

Ce matin, Greenpeace France a mené une action devant les portes du Salon de l'Agriculture pour demander aux candidats et candidates à l'élection présidentielle d'exiger un encadrement strict et unique de tous les OGM. La Confédération paysanne soutenait ces demandes portées par Greenpeace.

Sur le portique du Parc des expositions de Paris où se tient le Salon de l'Agriculture, des activistes ont déployé une banderole géante de près de 10 mètres de long sur laquelle était écrit "Pour une agriculture durable - Non aux nouveaux OGM".

Photos et vidéos de l'action sont disponibles [ici](#).

Plus loin, sur l'esplanade du Parc des expositions, une quinzaine de militants déguisés en laborantins ont mis en scène une distribution de semences de nouveaux OGM factices orchestrée par des industriels de l'agrochimie et encouragée par un militant déguisé en Emmanuel Macron. L'objectif : alerter les visiteurs du salon de l'attitude dangereuse du gouvernement français. En colportant le discours des lobbies, le gouvernement promeut la dissémination incontrôlée des nouveaux OGM en piétinant le principe de précaution.

« Nous sommes ce matin à Paris devant le Salon de l'agriculture pour faire passer un message clair auprès des candidats et candidates à l'élection présidentielle qui vont venir défiler ici dans les prochains jours, explique Joseph D'halluin, chargé de campagne Agriculture à Greenpeace France. Le ou la futur·e président·e français·e, si il ou elle veut être crédible dans sa volonté de porter une agriculture durable, doit s'engager dès maintenant à défendre dans les négociations européennes une position ferme en faveur d'une réglementation stricte commune à tous les OGM. Sans quoi, les nouveaux OGM pourraient demain envahir nos champs et nos assiettes sans traçabilité, et ce au détriment de notre santé et de l'environnement. »

« Nous, paysannes et paysans, ne voulons pas d' OGM anciens ou nouveaux dans nos champs et nos assiettes, déclare Nicolas Girod, porte-parole de la Confédération paysanne. Cette vision d'un pseudo modernisme qui nous rend toujours plus dépendants des firmes semencières

conduira à une catastrophe sociale, écologique et alimentaire. Des paysan.nes nombreux, autonomes, protégés et rémunérés sauront beaucoup mieux répondre aux défis de demain. Nous voulons que soit renforcé le droit à utiliser, s'échanger et vendre nos semences pour vous nourrir durablement et sainement. »

Les lobbies de l'agrochimie font actuellement pression pour que des techniques d'édition du génome qui produisent des OGM (appelées "New Breeding Techniques - NBT" par les industriels) puissent être utilisées pour l'agriculture tout en échappant à la réglementation en vigueur sur les OGM. Cédant aux sirènes des lobbies, la Commission européenne a publié en septembre 2021 une "pré-étude d'impact", ouvrant la voie à la dérégulation des OGM, en proposant des règles dites "adaptées" à la fois sur l'analyse des risques mais aussi sur la traçabilité et l'étiquetage. En France, le gouvernement fait lui aussi le jeu des lobbies en assurant la promotion des nouveaux OGM via le ministre de l'agriculture Julien Denormandie, et ce au détriment du bon sens et du principe de précaution.

Note aux rédactions :

[Tribune](#) d'organisations agricoles, de protection de l'environnement et de solidarité internationale parue dans le Monde le 26 février : « *Pour une révolution paysanne qui tienne compte de la complexité de l'environnement et renoue avec le vivant* »

Contact presse

Héloïse Pichon - 06 22 83 49 79